

Attractivité : la France vaut mieux que sa réputation par Éric Heyer

L'Expansion.com, 29 Janvier 2007

Les investissements directs étrangers ont bondi de 40% en 2006, permettant de créer 35.000 emplois. « Le ressenti parfois négatif des chefs d'entreprises étrangers n'est pas confirmé dans les faits », selon Eric Heyer, économiste à l'OFCE.

Les investissements directs étrangers en France ont augmenté de « près de 40% » en 2006, pour atteindre plus de 68 milliards d'euros. Le Premier ministre Dominique de Villepin se félicitait lundi de cette bonne performance. Et insistait sur la progression par rapport à 2005 et 2004, années où la France avait attiré respectivement 48,8 milliards d'euros et 18,6 milliards d'euros. « On est un très bon pays d'accueil en termes d'investissements directs étrangers », commente Eric Heyer, économiste à l'OFCE, qui précise que la France se situe, depuis les années 1990, entre le 3^e et le 4^e rang, derrière les Etats-Unis et la Chine, à la lutte avec la Grande Bretagne. De plus, alors que le pourcentage d'IDE captés par les Etats-Unis ne fait que diminuer, « la France arrive toujours à attirer 6% de la globalité des investissements mondiaux depuis les années 70 », relève l'expert. Une stabilité qui s'affiche donc en termes de rang et de pourcentage, réduisant d'autant l'écart avec les Etats-Unis. Le chef du gouvernement, qui avait annoncé au printemps 2006 une trentaine de mesures destinées à mieux attirer les investissements étrangers en France, a détaillé lundi un plan visant à simplifier les réglementations publiques, renforcer les liens entre l'université, la recherche et les entreprises, mobiliser le réseau diplomatique français et favoriser la tenue des salons, foires et congrès. La France, explique Eric Heyer, dispose déjà d'atouts très importants, que sont une productivité très forte, un bon niveau d'éducation et de très bonnes infrastructures. Certes, « le ressenti des chefs d'entreprises étrangers est parfois un peu négatif, sur les 35 heures, les grèves fréquentes ou un code du travail un peu complexe », commente-t-il, mais « cela n'est pas confirmé dans les faits ».

Lundi, le Premier ministre se félicitait du fait que le niveau des IDE en France en 2006 avait permis la création de « plus de 35.000 emplois ». En 2005, ce sont 30.000 emplois qui auraient été créés. Selon Dominique de Villepin, ces emplois seraient « de plus en plus concentrés dans les secteurs à forte valeur ajoutée et à haut contenu technologique ». Mais, tempère Eric Heyer, l'impact en termes d'emplois est « moins positif si l'on parle en net ». Le flux est en effet négatif: les entreprises françaises ont créé plus d'emplois à l'étranger que les entreprises

étrangères en France. « C'est normal, explique l'économiste de l'OFCE, puisque la conjoncture est meilleure ailleurs, les entreprises vont investir là où il y a de la croissance ». Mais, selon lui, la France devrait se féliciter d'être, dans ces conditions, le premier pays de la zone euro en termes d'attractivité.